

Message de nouvel An de Michel Moyrand
Maire de Périgueux
Vice-président du conseil régional d'Aquitaine

« Bonne Année » ! Est-ce que cet aphorisme a réellement du sens en cette période de crise ? A l'évidence pour des millions de nos concitoyens pas vraiment.

Cependant, au plus profond de moi-même, j'espère que l'année 2012 sera celle d'un bien vivre retrouvé pour les uns ou simplement d'un mieux être pour les autres. Généreuses pensées, direz-vous, mais celles et ceux qui survivent dans la douleur d'une crise habilement cultivée politiquement attendent, souvent silencieux et cachés sans plus y croire, autre chose que des mots, ils veulent du concret et vite. Ne les blâmons pas, ils ont, il est vrai quelques raisons de douter.

Mais pour autant, inutile de vouloir leur faire croire que cette crise serait d'abord le fruit d'une conjoncture internationale difficile ou encore la faute, comme le dit la droite, aux gouvernements des années fin 90 ou 80 et pourquoi pas remonter au Front Populaire tant qu'elle y est dans ces mensongères accusations! Les précaires de toute nature savent bien, sans ignorer les contextes internationaux, que la situation Française découle essentiellement des choix idéologiques et politiques des gouvernements Chirac et surtout Sarkozy.

Ils savent qu'aucune autre politique, depuis la dernière guerre, n'a produit, ici en France, autant d'injustices dans les secteurs de l'accès à l'emploi et des salaires, de l'éducation et du logement, mais également de l'accès aux soins.... Ils comprennent fort bien que toutes ces inégalités privent des familles entières d'une juste répartition du produit de la prospérité, certes moins abondante qu'en d'autres périodes. Ils perçoivent parfaitement les inacceptables techniques de redistribution des richesses produites qui profitent toujours aussi fortement aux plus nantis déjà largement protégés par d'honteux boucliers fiscaux.

Alors, pour les exclus de la redistribution, point de pain quelquefois sans les restos du cœur, point de vêtements nouveaux sans les secours caritatifs, point de logement sans les aides sociales, point de repas scolaires sans les aides des communes, et bien souvent plus de médecin, plus de dentiste, plus de voiture et carburant pour rechercher le salutaire mais improbable emploi... Pour eux « le reste à vivre » - somme disponible toutes dépenses incompressibles déduites - est souvent réduit à sa plus simple expression et quand il existe encore.

Terrible réalité, terrible épreuve qui rattrape hélas chaque jour de nouveaux salariés, jusque là, fragiles rescapés de l'ininterrompu naufrage social. Crainte traumatisante pour ceux-ci, de se retrouver confrontés à l'épreuve humiliante de la lettre de licenciement synonyme d'une chute tant redoutée dans le monde abondant des traîne-misère.

Que l'on cesse d'accuser les demandeurs d'emplois de longue durée, les nouveaux chômeurs, les non diplômés et ceux qui le sont trop, les étrangers et leurs enfants, les handicapés ou les jeunes retraités de ne pas savoir ou vouloir s'adapter aux évolutions professionnelles accélérées de la société. Que l'on arrête de montrer du doigt les ouvriers et les cadres, qui seraient des heureux privilégiés titulaires d'un emploi au devenir pourtant incertain qui travailleraient trop peu et à un coût trop élevé.

Pour tous les sans emplois, sans ressource, pour les exclus d'aujourd'hui et de demain la liberté n'existe pas ou n'existe plus, l'accès à l'autonomie individuelle est une urgence. La République doit donner à chacun éducation et formation, sécurité et dignité, réduire toutes formes d'injustices et combattre les égoïsmes diviseurs. La démocratie aussi belle soit-elle ne

se limite pas au seul bulletin de vote même s'il en demeure un élément majeur. Nos cœurs solidaires ne peuvent continuer de battre sans gêne et sans honte dans cet univers de misère galopante et meurtrière.

Le peuple Français a souvent montré combien il était capable de se préserver, combien il était capable de soulager les siens malheureux et d'abolir certains privilèges tenaces.

À l'instar de nos aïeux, il est fondamental et urgent de corriger les graves erreurs de nos actuels gouvernants. En cette année électorale, l'espoir d'une société plus solidaire, plus fraternelle demeure possible dès lors qu'une majorité de femmes et d'hommes s'engagera en faveur du changement tant nécessaire et parfaitement incarné aujourd'hui par **François Hollande**.

Je ne peux vivre sans agir. Je ne peux dénoncer sans participer.
